

« Entre « droite décomplexée » et « ouverture au centre » : Quelle droite pour le quinquennat de Nicolas Sarkozy ?

Compte-rendu de la Rencontre du Comité France de l'Institut Thomas More
30 mai 2007, Paris

Avec les interventions de Eric DUPIN, François HUGUENIN et Richard ROBERT



Le 30 mai dernier, à la veille du premier tour des élections législatives, le Comité France de l'Institut Thomas More accueillait Eric DUPIN, journaliste, essayiste, auteur de *A droite toute* (Paris, Fayard, 2007), François HUGUENIN, historien, essayiste, auteur de *Le conservatisme impossible* (Paris, La Table ronde, 2006) et Richard ROBERT, Normalien, ancien chargé de cours à Sciences Po, auteur de *La possibilité d'un centre* (Paris, Michalon, 2007), pour discuter des idées et des valeurs du nouveau Président de la République, de leur inscription dans l'histoire des idées, et plus spécifiquement dans l'histoire des droites françaises, et de la manière dont elles le guideront dans son action.

Entre décryptage de l'homme et de son tempérament, de la façon dont il se positionne vis-à-vis du corpus des valeurs dites de droite, analyse de la formulation d'une nouvelle offre politique adaptée aux aspirations de la société française contemporaine, interrogations sur ce qui la distingue profondément de l'offre de François Bayrou et réflexions sur la manière dont il transformera le discours et les valeurs qui l'ont fait élire en doctrine d'action, ces pages constituent une précieuse grille d'analyse pour juger de la sincérité et de la portée de la « rupture » que Nicolas Sarkozy entend incarner, pour aujourd'hui et pour demain.

Intervention de **Eric DUPIN**



Si vous le voulez bien, afin d'essayer de répondre à la question du titre de notre conférence, je souhaiterais avancer trois hypothèses qui me paraissent centrales pour comprendre la période actuelle et que nous pourrions discuter par la suite.

Un moment historique

La première est que ce qui s'est passé en ce printemps 2007 est très important et dépasse, je crois, la simple actualité politique. Il est évidemment toujours délicat de décréter qu'un moment est « historique », qu'il a une portée historique. Mais je formule tout de même l'hypothèse suivante : le 6 mai 2007 sera la date marquant la fin du cycle historique entamé le 10 mai 1981.

Je me base, pour avancer cette hypothèse, sur une série d'observations. Depuis 1981, à chaque élection présidentielle ou législative, exception faite des élections législatives se situant dans la foulée d'une élection présidentielle, il y a toujours eu alternance – même si certains, généralement des gens de droite, jugent que ça n'est pas la « vraie » droite qui accède au pouvoir, et si d'autres, généralement de gauche, pensent que ce n'est pas la « vraie » gauche... Mais si l'on s'en tient au premier degré de l'analyse, la seule exception à cette règle de l'alternance fut en 1995 la succession de Jacques Chirac à Edouard Balladur, avec conservation de la même majorité, mais sur un posture toute différence, très sociale. Jacques Chirac l'emporta sur son rival grâce au célèbre thème de la « fracture sociale ». D'un certain point de vue, on peut estimer que le balancier droite/gauche continuait à osciller d'un côté à l'autre. En 2007, ça n'a pas été le cas. Si Nicolas Sarkozy a été élu, c'est largement en rupture avec un certain passé incarné par Jacques Chirac, et sur un discours de promotion de valeurs de « droite » nettement plus affirmées que celles de son prédécesseur. Le fameux essuie-glace droite/gauche a cessé de fonctionner... pour aller encore plus loin dans un sens, c'est-à-dire vers la droite. Je ne pense pas prendre beaucoup de risques en annonçant que la victoire de la droite aux prochaines élections législatives en apportera la confirmation sans appel. Depuis 1981, ce sera la première fois que la majorité parlementaire sortante ne sera pas désavouée et remplacée par une majorité d'une autre couleur, comme ce fut le cas en 1981, 1986, 1988, 1993, 1997.

« Je ne dis pas que nous sommes entrés dans un cycle de domination sans partage de la droite, comme c'était un peu le cas avant 1981, mais le mouvement de balancier rituel de l'alternance systématique à été cassé, et rien ne nous dit que nous ne sommes pas entrés dans une période de rapport de forces politiques très favorable à la droite. »

Il se passe donc quelque chose d'important dont, je le dis en passant, bon nombre de socialistes ne semblent pas avoir pris la mesure. Ségolène Royal se félicite d'avoir fait une bonne campagne, parce qu'elle pense que ses 47% sont annonciateurs d'une prochaine victoire... à laquelle elle se prépare d'ores et déjà pour 2012. Mais, je pense qu'elle se trompe lourdement sur la portée de l'événement que nous venons de vivre. Je ne dis pas que nous sommes entrés dans un cycle de domination sans partage de la droite, comme c'était un peu le cas avant 1981, quant elle avait pris l'habitude de se succéder à

elle-même, mais le mouvement de balancier rituel de l'alternance systématique à été cassé, et rien ne nous dit que nous ne sommes pas entrés dans une période de rapport de forces politiques très favorable à la droite.

J'en veux pour preuve la domination de la droite, de Nicolas Sarkozy, sur le terrain des valeurs. Sur ce plan, c'est lui qui a donné le tempo lors de la dernière campagne électorale. L'accent mis sur un certain nouvel individualisme, sur les choix individuels, le fait que ce soit eux qui soient placés au cœur de toutes les politiques publiques (comme sur le thème de la carte scolaire par exemple), le fait de dire que c'est le travail qui créé le travail (« travailler plus pour gagner plus »), que chacun est responsable de son sort, le fait d'avoir une vision ouvertement méritocratique de la société, le fait aussi d'en appeler à un retour à l'ordre et de dire que la parenthèse de mai 68 et du laxisme est close : la campagne s'est faite sur ces thèmes, et sur quelques autres, tous impulsés par la droite en générale et par Nicolas Sarkozy en particulier.

La gauche, Ségolène Royal en tête, s'est contentée de parer les coups et de contrer l'offensive en essayant de retourner certains thèmes de droite à son profit... Elle a essayé, c'est tout ! Elle n'a jamais su imposer ses thèmes, son ascendant, son rythme. Elle n'est par exemple jamais parvenue à imposer dans l'agenda électoral le thème des inégalités sociales, un thème qui pourtant aurait pu avoir une certaine actualité et qui est au cœur de l'identité de gauche. Elle a parlé de l'ordre, de « l'ordre juste », mais elle était à la remorque de Nicolas Sarkozy qui s'est fait une image sur ce thème depuis cinq ans. Elle a essayé de parler de la carte scolaire, en affirmant qu'il fallait l'assouplir, et non la supprimer. A chaque fois, on est dans ce que les politologues qualifient de « stratégie de triangulation », mais en réalité il s'agit surtout d'une tentative un peu désespérée de prendre appui sur des tendances développées par l'adversaire, qui trouvent écho dans la société, mais sans avoir la capacité de formuler une offre cohérente et crédible tirée de ses propres référents et en phase avec sa propre échelle des valeurs.

Pour le dire clairement, je crois tout simplement qu'il y a eu un succès de fond, idéologique, sur le plan des valeurs, de la représentation de la société de la droite sur celle de la gauche.

Sarkozy, homme de synthèse des trois droites

Deuxième point que je souhaite analyser : le cas Sarkozy. Contrairement à ce qui a été dit, je ne crois pas qu'il soit un nouveau Chirac. Il y a des points communs bien sûr : les deux sont des animaux politiques hors pair, les deux savent pratiquer la trahison, les deux ont une soif de pouvoir assez extraordinaire. Mais la comparaison s'arrête là. Par exemple, je crois que Jacques Chirac, tout comme François Mitterrand, fait partie de ces hommes politiques qui jouissent davantage de la conquête du pouvoir que de son exercice. Son plaisir est celui d'être aimé, adulé... un peu comme Ségolène Royal, chez qui le pouvoir ne semble pas être l'essentiel, mais bien plutôt une certaine relation de symbiose avec les gens et l'opinion.

Nicolas Sarkozy aime bien sûr aussi la bataille, c'est le moins que l'on puisse dire, mais je le vois plus comme ce que les Américains appellent le *doer*, celui qui aime agir. Pendant la campagne, il a été un activiste ; et je pense qu'il va le rester au pouvoir. Je le vois très différent de Jacques Chirac qui a délaissé le pouvoir une fois qu'il l'a conquis. Dans la phase de conquête, animé d'une formidable envie, Chirac pouvait user de n'importe quel discours du moment qu'il était payant. Il pouvait dire quelque chose durant ses campagnes pour ensuite faire tout autre chose. Il a changé bien des fois de ligne durant sa vie politique ! Il y a mille Chirac ! En dehors d'un attachement sincère à la démocratie et aux valeurs de la République, les constances idéologiques de Jacques Chirac sont très difficiles à trouver. Chez Sarkozy, il y a des constantes beaucoup plus fortes, même si la cohérence de son propos est parfois sujette à caution. Ça n'est certes pas un intellectuel en politique, mais il a quelques convictions fortes. En lisant son livre *Libre*, de 1999, on trouve quasiment tous les thèmes forts de sa campagne de 2007. Il ne s'est écoulé que sept ou huit ans entre les deux moments, mais en sept ou huit ans Jacques Chirac a eu le temps de changer plusieurs fois de lignes...

« Nicolas Sarkozy aime bien sûr la bataille, c'est le moins que l'on puisse dire, mais je le vois plus comme ce que les Américains appellent le *doer*, celui qui aime agir. Pendant la campagne, il a été un activiste ; et je pense qu'il va le rester au pouvoir. »

Je crois qu'il faut prendre Nicolas Sarkozy au sérieux quand il répète « je l'ai dit, je le ferai », ou bien face à certaines réticences de ses ministres, « je ne me laisserai pas détourner de mon propos, je ne me laisserai pas détourné de mon projet »... Il a une feuille de route assez précise et je crois que ce gouvernement, « son » gouvernement au sens fort puisqu'il va sans doute en être le vrai patron exécutif assisté par un directeur de cabinet nommé François Fillon, va appliquer la politique qu'il a défini, quelque soit certaines incohérences, certaines difficultés à mettre en application des propositions qui ne sont pas d'un réalisme frappant.

Une autre chose le différencie de Jacques Chirac : c'est qu'alors que celui-ci était une sorte de radical socialiste mal à l'aise avec la notion de « droite », Nicolas Sarkozy a été l'un des premiers hommes politiques de droite à dire publiquement et tout simplement qu'il était de droite, qu'il assumait parfaitement cette identité politique. Là

aussi, je crois qu'on peut le prendre au sérieux. On va sans doute le voir incarner, ou tenter d'incarner, la droite française, quelque soit les reproches que les uns et les autres peuvent lui faire. Il va tenter de faire la synthèse entre les différentes traditions, souvent antagonistes, de la droite française. Cela ne veut pas dire qu'il ait forcément intellectualisé et conceptualisé une telle démarche.

J'avais soumis cette hypothèse à René Rémond avant qu'il ne nous quitte : est-ce que Nicolas Sarkozy ne serait pas un produit de synthèse des trois droites dont il avait parlé dans son célèbre ouvrage ? Prenons les choses de manière chronologique. La première droite était légitimiste, contre-révolutionnaire. Certes Nicolas Sarkozy n'est pas contre-révolutionnaire – encore qu'il est intéressant de voir que dans l'entre-deux tours, il a cherché à se poser en *réaction* face à la dernière « révolution » en date, celle de mai 1968. Mais, par exemple, le rôle que Nicolas Sarkozy attribue à la religion, un rôle de régulation sociale, où les individus sont en partie socialement caractérisés par leur appartenance religieuse, peut faire penser à une certaine vision de l'ordre social légitimiste, de l'ordre naturel de Dieu qui serait le ciment de la société. La deuxième droite était la droite orléaniste, droite bourgeoise, libérale au sens économique du terme. Nicolas Sarkozy a été l'élève d'Edouard Balladur qui incarne bien ce type de tradition. Globalement, sa vision économique et sociale s'inspire en bonne partie de ce raisonnement économique et libéral. La troisième droite est la droite bonapartiste, celle du culte du chef, de l'autorité, du rôle central de l'Etat, de l'interventionnisme. C'est à la hussarde que Nicolas Sarkozy a conquis le parti de la droite imprudemment créé par Jacques Chirac. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le pouvoir personnel ne lui est pas étranger, ni le culte du chef, ni parfois un certain interventionnisme de l'Etat. Il est faux de dire, comme le fait machinalement la gauche, que c'est un ultra-libéral. De mon point de vue c'est une sorte de libéral-conservateur à la française qui mêle des éléments constitutifs de ces trois traditions. Certes, cela entraîne des contradictions, des incohérences, mais qu'est-ce la politique sinon un bricolage idéologique ? Si vous voulez réussir en politique, il n'est pas conseillé d'avoir une pensée pure...

« Est-ce que Nicolas Sarkozy ne serait pas un produit de synthèse des trois droites dont René Rémond avait parlé dans son célèbre ouvrage : la droite légitimiste, la droite orléaniste et la droite bonapartiste ? »

Une victoire en trompe-l'œil ?

Après avoir dit « du bien » de la droite, en évoquant ses victoires électorales et idéologiques et son champion qui fait la synthèse entre des identités jusqu'à lui diverses et parfois contradictoires, je vais conclure sur ce qui me semble ses faiblesses profondes.

« De la même façon que la France s'était donnée au socialisme en 1981, au moment où plusieurs autres grands pays occidentaux se lançaient dans une révolution libérale, ne peut-on pas dire que la France va connaître une expérience libérale ou libérale-conservatrice au moment où ce courant s'affaiblit dans le reste du monde ? »

De la même façon que la France s'était donnée au socialisme en 1981, au moment où plusieurs autres grands pays occidentaux se lançaient dans une révolution libérale, ne peut-on pas dire que la France va connaître une expérience libérale ou libérale-conservatrice au moment où ce courant s'affaiblit dans le reste du monde ? Je suis frappé par la contradiction entre les valeurs proclamées par Nicolas Sarkozy avec le mouvement du monde tel qu'on peut l'observer sous nos yeux. Ses valeurs proclamées, n'y voyez pas d'intention provocatrice, c'est un peu « travail, famille, patrie » ! Ce sont des valeurs plutôt traditionnelles, nées du monde d'hier. Sont-elles adaptées à l'accélération du monde que nous observons partout ? Est-ce que le capitalisme financier et mondialisé d'aujourd'hui valorise la « valeur travail » dans le sens où il semble l'entendre ? Je n'en suis pas sûr... Est-ce que les valeurs familiales sont réellement consolidées par les évolutions sociales actuelles, par le consumérisme frénétique, par le court terme en toutes choses, par la solitude moderne, par l'incapacité croissante des gens à gérer leur univers personnel ? Je n'en suis pas sûr... Quel est le sens à donner à la patrie

aujourd'hui ? On peut faire toutes les cérémonies patriotiques que l'on veut, que sont les nations dans la mondialisation actuelle ?

Je m'interroge sur ce qui m'apparaît comme une contradiction forte entre les évolutions de fond de nos sociétés, de notre économie, de notre monde et les valeurs qu'agite Nicolas Sarkozy. Non pas que ces valeurs n'aient plus de sens du tout, mais leur traduction me semble problématique dans le monde où nous vivons. Sont-elles des valeurs d'avenir ? Voire. Il se peut que la victoire de Nicolas Sarkozy apparaisse, avec le recul, comme une victoire idéologique un peu en retard par rapport aux évolutions contemporaines et donc fragile à long terme.

Intervention de François HUGUENIN



Pour rebondir sur la conclusion d'Eric Dupin, je dirais un peu à contre-sens que la droite d'aujourd'hui, celle de Nicolas Sarkozy, ne brille pas toujours par la richesse de ses idées et moins encore par leur lisibilité. La campagne électorale, à droite comme à gauche, extrêmement fabriquée et « marketée », a rendu la lecture de ces idées, quand on les trouve, d'autant plus difficile à comprendre. Je vais m'attacher à vous proposer une grille de lecture un peu différente de celle d'Eric Dupin, pour tâcher d'y voir clair.

Une autre lecture de la droite

Eric DUPIN dira peut-être que je raisonne comme un homme de droite en laissant entendre que nous avons eu une « fausse droite » depuis trente ans, mais il me semble en effet que Nicolas Sarkozy est le premier candidat de droite élu à la présidence de la République depuis Georges Pompidou ! Valéry Giscard d'Estaing était le candidat du centre et Jacques Chirac est quelqu'un qui, à part un attachement sincère à la démocratie et à la République, a des idées assez changeantes. Je pense, comme Eric Dupin que Jacques Chirac fut le représentant d'une tradition radical-socialiste assez classique en France, qui n'est pas la droite. Nicolas Sarkozy a en revanche toutes les apparences d'un homme de droite. Mais de quelle droite ? En considérant l'héritage des différents courants politiques français, où se situe la droite de Nicolas Sarkozy ? Il y a en effet une pluralité des droites et des valeurs de droite en France, et il n'est pas si simple de répondre à ces questions.

Eric Dupin a évoqué la fameuse analyse de René Rémond, en disant que Nicolas Sarkozy pourrait être une sorte de synthèse des trois droites qu'il avait caractérisées. Il y a un mystère de la droite de Nicolas Sarkozy. Je dirais pour ma part que cela peut vouloir dire que la tripartition de René Rémond n'est plus très valide pour parler de la droite contemporaine, et singulièrement d'un produit un petit peu à l'anglo-saxonne comme l'est le nouveau président. Certes, la droite légitimiste a par exemple un côté nettement anti-jacobin, et il est vrai qu'on peut de ce point de vue rattacher Nicolas Sarkozy à cette droite puisque qu'il a été le premier homme politique à rompre avec le tabou laïc et jacobin qui prône que la religion doit faire partie de la sphère privée et ne surtout pas entrer dans la sphère politique. Mais il est vrai aussi que sa conception de la religion, y compris de l'Islam, ferait se retourner dans leurs tombes Joseph de Maistre et Louis de Bonald... Première limite. Concernant l'orléanisme, et surtout le libéralisme orléaniste, la filiation paraît plus nette. Pour autant, la nuit au Fouquet's et le week-end sur le yacht d'un milliardaire fait moins penser à l'orléanisme grand bourgeois qu'à un certain vedettariat politique très américain... Deuxième limite. Quant au bonapartisme, il est vrai qu'il y a un certain goût pour le culte du chef chez Nicolas Sarkozy – en tout cas, c'est l'impression qu'a produit sa campagne –, et aussi un certain prosaïsme. Pourtant, le référendum, qui est le degré de plus total de la démédiatisation de la démocratie, et qui est au cœur des convictions bonapartistes, ne fait pas vraiment partie de sa culture politique. Troisième limite.

« Il a y un mystère de la droite de Nicolas Sarkozy. Je dirais pour ma part que cela peut vouloir dire que la tripartition de René Rémond n'est plus très valide pour parler de la droite contemporaine, et singulièrement d'un produit un petit peu à l'anglo-saxonne comme l'est le nouveau président. »

Dans mon livre *Le conservatisme impossible*, j'ai suggéré une autre manière que celle de René Rémond pour différencier les droites, une manière moins organiquement politique qu'intellectuelle. Il s'agit de dire qu'il y a depuis la Révolution deux grandes droites : la droite libérale et la droite réactionnaire. Je ne veux pas ici entrer dans les détails mais je veux dire qu'il faut avoir bien à l'esprit qu'historiquement la droite est essentiellement un phénomène de positionnement par rapport à la Révolution française et qu'elle a réuni les gens qui souhaitent soit l'arrêter, soit l'amender, soit la stabiliser. C'est cela la droite historique française. Et je ne sais pas très bien comment Nicolas Sarkozy se place par rapport à cette filiation.

« Il y a depuis la Révolution deux grandes droites : la droite libérale et la droite réactionnaire. Et il faut avoir bien à l'esprit qu'historiquement la droite est essentiellement un phénomène de positionnement par rapport à la Révolution française et qu'elle a réuni les gens qui souhaitent soit l'arrêter, soit l'amender, soit la stabiliser. C'est cela la droite historique française. Et je ne sais pas très bien comment Nicolas Sarkozy se place par rapport à cette filiation. »

Des valeurs incertaines

Par rapport à la pensée réactionnaire, celle des contre-révolutionnaires, des « ultras » comme on les appelait au XIX^{ème} siècle, celle de Bonald et de Maistre, puis celle de Maurras et de l'Action française, franchement, je vois assez mal le lien... Il n'y a évidemment pas de critique des principes de la Révolution chez Nicolas Sarkozy.

C'est vrai qu'il a fait la critique de mai 1968 et du culte de la « révolution permanente », mais on ne m'en voudra pas de dire qu'il l'a assez peu théorisée... On verra, au fil de sa présidence, ce que cela veut exactement dire en terme de valeurs. Il n'y a pas d'ultranationalisme non plus chez lui, même s'il a parfois usé d'un discours gaullien qui est sans doute plus celui d'Henri Guaino que le sien. Concernant le libéralisme, il y a certes chez lui une plus franche tendance au libéralisme économique que chez son prédécesseur par exemple, mais, objectivement aujourd'hui, c'est une revendication qui existe aussi à gauche. Et quant au libéralisme politique, celui de Benjamin Constant, de Guizot ou de Tocqueville, qui est avant tout marqué par une méfiance forte vis-à-vis du pouvoir, de la souveraineté et de l'absolutisation de la souveraineté, c'est un thème dont la droite parle très peu. Cette espèce d'aristocratie libérale originelle, on ne le retrouve pas vraiment chez Nicolas Sarkozy.

Au fond, je le crois assez éloigné d'un discours de droite conservateur classique. Prenons l'exemple des mœurs : s'il n'est pas allé aussi loin dans sa campagne que Ségolène Royal sur l'homoparentalité et le mariage homosexuel, il a eu, comme la plupart des hommes politiques, un discours de type « libéral-libertaire »,

« Les valeurs de droite dont parle Sarkozy, quelles sont-elles ? Eric Dupin a employé tout à l'heure, par manière de provocation, la formule « Travail, famille, patrie ». Je dirais : « travail », oui très clairement ; « famille », je ne crois pas, ça n'est pas du tout une préoccupation de Sarkozy ; et « patrie », je crois que s'il saura faire vibrer la corde nationale à certains moments, il n'est absolument pas un nationaliste. »

considérant que tous les modes de relations amoureuses se valent et sont au même niveau. Il incarne donc plutôt la droite du PACS, la droite pro-choix (incarnée par Roselyne Bachelot), la droite de la reconnaissance du libre choix de chacun à mener sa vie telle qu'il l'entend sans qu'une règle supérieure s'impose d'une manière ou d'une autre à lui. Cela ne me paraît pas vraiment la droite conservatrice... Autre exemple : l'éducation. L'éducation est une chose importante quand on parle de l'identité française, du sentiment d'appartenance à un peuple et une nation. Eh bien, en-dehors du débat sur la carte scolaire – sur lequel Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy ont dit à peu près la même chose –, il faut reconnaître qu'il a été dit très peu de choses sur l'enseignement de l'histoire à l'école, la transmission de valeurs et de référents culturels, sur l'apprentissage de la langue – et on sait combien la langue française est constitutive de l'identité française – ou sur les méthodes de lecture. Objectivement, là-dessus, je n'ai pas entendu beaucoup de discours porteurs de valeurs de droite chez Nicolas Sarkozy pendant la campagne.

Les valeurs de droite dont parle Sarkozy, quelles sont-elles ? Eric Dupin a employé tout à l'heure, par manière de provocation, la formule « Travail, famille, patrie ». Je dirais : « travail », oui très clairement ; « famille », je ne crois pas, ça n'est pas du tout une préoccupation de Sarkozy ; et « patrie », je crois que s'il saura faire vibrer la corde nationale à certains moments, il n'est absolument pas un nationaliste. Son discours s'est certes nationalisé au fur et à mesure que sa campagne avançait – et que ce discours se révélait payant... Mais pour autant, concernant l'Europe par exemple, il n'est pas du tout sur une ligne souverainiste, laquelle, je le précise, me paraît au demeurant très sommaire. Par ailleurs, je le redis, globalement, sur les questions de société – si sensibles de nos jours –, je ne pense pas du tout que Nicolas Sarkozy incarne le retour des valeurs de droite. Je ne vois aucune menace conservatrice à l'horizon ! Au contraire même, la gauche n'ayant pas su renouveler son discours économique et social, et paraissant disqualifiée sur ce sujet, elle a fait de

ces questions son cheval de bataille. Elle domine idéologiquement ces thèmes, et je ne vois pas Nicolas Sarkozy engager une bataille pour des valeurs traditionnelles qui ne sont pas les siennes.

Là où on peut dire qu'il est un homme de droite – si tant est qu'on puisse dire qu'il s'agit d'une « valeur » de droite –, c'est sur la sécurité. Il a un discours de l'autorité et de l'ordre assez typiquement de droite. Néanmoins, et très bizarrement, la gauche de Ségolène Royal a été à peu près aussi sécuritaire que lui. Elle est peut-être allée encore plus loin que lui, avec sa proposition d'encadrement des jeunes délinquants par l'armée, dans l'idée de l'Etat pion, de l'Etat père Fouettard.

« Il m'apparaît indiscutable que Nicolas Sarkozy possède un tempérament de droite, actif, autoritaire, mais aussi libéral. L'autorité, l'efficacité, l'évaluation sont ses critères. »

Un tempérament de droite

La où je serais en revanche plus catégorique, c'est qu'il m'apparaît indiscutable que Nicolas Sarkozy possède un tempérament de droite, actif, autoritaire, mais aussi libéral. L'autorité, l'efficacité, l'évaluation sont ses critères. Quand Eric Dupin rappelle que Nicolas Sarkozy dit qu'il veut « faire ce qu'il dit », je crois qu'il le pense sincèrement. Il fera ce qu'il a dit, dans une conception très américaine de la politique et de l'exercice du pouvoir. Comme le disent les Américains, dans l'entreprise comme en politique, il faut « délivrer » ce qu'on a promis...

Il représente ce mode de tempérament qu'on pourrait dire de droite, mais qu'on pourrait dire aussi sûrement anglo-saxon. C'est un peu le tempérament de Tony Blair, homme de gauche pragmatique qui a su capitaliser pour son pays sur l'héritage conservateur de Margaret Thatcher. On a bien vu que Nicolas Sarkozy admirait Blair pour ce qu'il a pu faire pendant dix ans au Royaume-Uni. Il y a une sorte de pragmatisme à l'anglo-saxonne, qui juge les choses à l'efficacité et qui s'embarrasse peu d'idéologie, un pragmatisme qui n'est pas uniquement du conservatisme, mais qui peut l'être à l'occasion, qui séduit Nicolas Sarkozy. Cela m'apparaît une donnée assez neuve dans la culture politique française, et une donnée importante pour comprendre le personnage.

« Il y a une sorte de pragmatisme à l'anglo-saxonne, qui juge les choses à l'efficacité et qui s'embarrasse peu d'idéologie, un pragmatisme qui n'est pas uniquement du conservatisme, mais qui peut l'être à l'occasion, qui séduit Nicolas Sarkozy. »

Pour conclure, je dirais que la droitisation identifiable sur l'échiquier politique, et que je ne mets pas en cause, ne s'accompagne pas nécessairement d'un retour des valeurs de droite conservatrices ou traditionnelles. Je dirais qu'il y a là un décalage ou un déphasage. On l'aura compris, je doute un peu, comme certains semblent s'en effrayer, qu'on assiste à leur restauration dans la France contemporaine. Une raison à cela : je l'ai indiqué en filigrane de mon propos, je ne crois pas que Nicolas Sarkozy ait cherché à bâtir une doctrine de droite. Je le crois assez éloigné des préoccupations intellectuelles de ce type. Ce qu'il aime, c'est agir. Et après tout, s'il agit pour le bien du pays et s'il entreprend tout ou partie des réformes qu'il a indiquées et dont la France a besoin, nous n'aurons pas trop à nous plaindre... Et j'ajoute que cela justifie d'autant le travail des intellectuels afin de donner une structure de pensée à une action dont les principes risquent d'être difficiles à lire !

Intervention de Richard ROBERT



Je souhaite revenir sur le terme de « triangulation » qu'a évoqué tout à l'heure Eric Dupin. Cette notion, qu'emploient volontiers les politologues, me semble définir assez bien ce qui s'est passé au cours de cette campagne. De quoi s'agit-il ? C'est ce qui se produit quand un responsable politique emprunte des thèmes ou des arguments à son adversaire de l'autre bord. C'est ce qu'on a pu observer quand Nicolas Sarkozy a cité Jaurès, ou s'est emparé de la « valeur travail » délaissée par la gauche ou, à l'inverse, quand Ségolène Royal a parlé du drapeau, de la Marseillaise ou de la famille.

Le jeu en a été un peu brouillé, les électeurs ont été déconcertés. On avait l'impression qu'au fond il y avait dans les deux camps une espèce de recherche intellectuelle, programmatique, qui faisait qu'on ne savait pas vraiment ce qui allait être fait. On avait simplement l'impression que quelque chose allait changer, dans la méthode sans doute, mais sans bien savoir quel cap serait pris.

Les nouvelles frontières de la droite et de la gauche

Je crois que l'une des raisons de ces difficultés de compréhension tient à la façon dont nous nous représentons l'échiquier politique. Alors que sa bonne compréhension supposerait deux dimensions, quand on parle de la droite, du centre, de la gauche, on ne parle que d'une seule dimension, comme le déroulement d'une frise, comme une simple ligne, à l'image de l'hémicycle de l'Assemblée nationale. On raisonne de façon unidimensionnelle.

Il est de plus en plus net que cette image de la vie politique ne fonctionne plus. Je veux revenir à cette idée d'un triangle pour définir moins les positionnements des uns et des autres au sein de l'électorat, que les sensibilités, sensibilités qui peuvent être multiples, à géométrie variable, changeantes, paradoxales, adjacentes et en même temps irréductibles les unes aux autres. En d'autres termes on pourrait évoquer le brouillage des représentations classiques et le fait que ce brouillage fait apparaître, par contraste, une autre représentation du champ politique, dont les lignes de clivage sont beaucoup plus précises qu'on ne le pense.

Partons de la question des frontières entre la droite et la gauche. Ces frontières ont été essentiellement définies ces dernières décennies par le rapport qu'avait chaque camp à l'économie de marché. Or, il m'apparaît évident que ce rapport ne définit plus les frontières. Sur ce thème, il y aura bien plus de différences entre un Strauss-Kahn et un Mélenchon par exemple, qu'entre un Strauss-Kahn et un Sarkozy. La frontière passe ici à l'intérieur du PS, beaucoup plus

« Je veux revenir à cette idée d'un triangle pour définir moins les positionnements de l'électorat, que les sensibilités qui peuvent être multiples, à géométrie variable, changeantes, paradoxales, adjacentes et en même temps irréductibles les unes aux autres. En d'autres termes on pourrait évoquer le brouillage des représentations classiques et le fait que ce brouillage fait apparaître, par contraste, une autre représentation du champ politique, dont les lignes de clivage sont beaucoup plus précises qu'on ne le pense. »

qu'entre la droite et la gauche et encore plus qu'à l'intérieur d'un centre hypothétique. Cet effacement des frontières classiques permet de voir se redessiner d'autres frontières, d'autres limites, beaucoup plus anciennes, et de lire de façon nouvelle le jeu politique.

La vision d'une société clivée

L'une de ces limites, qui m'apparaît majeure, tient à la façon de dessiner la société. On a parlé de « Sarkozy l'Américain » et je pense qu'il faut insister sur ce point, non pas sur son atlantisme supposé – je ne crois pas qu'il y aura beaucoup d'inflexions dans la conduite de la politique étrangère –, mais sur la façon de dessiner, de découper, de segmenter la société. La société décrite par Nicolas Sarkozy, sans que ce soit une société communautariste, est une société qui ne présente plus l'homogénéité un peu illusoire et mythique de la tradition républicaine d'une part. Jacques Chirac, comme la gauche, postule une société unie, d'un seul bloc, composée de citoyens soudés et peu différenciés. L'existence de différences, de fractures, serait un accident ou le signe d'une crise dans la « République une et indivisible ». Nicolas Sarkozy sort de cette tradition quand il suggère que ce n'est tout simplement pas la réalité, et qu'il vaut mieux travailler avec ces divisions, quitte à chercher à les effacer ou à les amoindrir, que de travailler sur une cohésion qui n'existe pas dans les faits.

On pourrait faire référence ici aux travaux de deux économistes américains, Glaeser et Alesina, qui ont publié une étude très remarquée qui a été traduite en français dans l'indifférence générale sous le titre *Combattre les inégalités et la pauvreté* (chez Flammarion). L'objet de l'étude était de comprendre les différences entre les modèles d'Etat-providence développés aux Etats-Unis et en Europe. Ils concluent, sans grande surprise, que les pays européens redistribuent davantage, notamment parce que les institutions de leurs Etats-providence sont plus solides. Aux Etats-Unis, les personnes, les catégories sociales sont un peu plus livrées à elles-mêmes. À partir de ces constats, Glaeser et Alesina essaient de modéliser et de comprendre comment ces différences se sont constituées. Il y a bien sûr une dimension institutionnelle : le système fédéral américain prédispose à ce type de modèle peu interventionniste, mais il y a au fond de tout cela surtout une question d'hétérogénéité de la société, notamment avec ce qu'il est convenu d'appeler la « question noire ». Pour dire les choses simplement et brutalement : on consent plus facilement à la redistribution quand elle s'opère vers des gens qui vous ressemblent. Cela m'apparaît très éclairant pour comprendre le modèle américain, et très utile

« On a parlé de « Sarkozy l'Américain » et je pense qu'il faut insister sur ce point, non pas sur son atlantisme supposé, mais sur la façon de dessiner, de découper, de segmenter la société. La société décrite par Nicolas Sarkozy, sans que ce soit une société communautariste, est une société qui ne présente plus l'homogénéité un peu illusoire et mythique de la tradition républicaine. »

« La question se situe dans la façon dont la société française se représente à elle-même. Et sur ce point il semble qu'on arrive aujourd'hui, dans la société, dans l'électorat, à une sorte d'épuisement du modèle. Ce ne sont d'ailleurs pas les représentants qui sont en cause, c'est le modèle. Nicolas Sarkozy paraît avoir compris cela et a adapté son offre. »

pour mieux percevoir les différences notamment avec les pays nordiques, pays très homogènes à la fois religieusement, socialement, en terme d'échelle des salaires également, de contrôle social, mais aussi de taille de pays. Ce sont de petits pays peu peuplés, la « communauté » y est visible, sensible, en tant que telle. Les pays latins, de leur côté, sont marqués par un sens de la hiérarchie plus fort, par des sociétés sans doute plus divisées par l'histoire. Mais les uns comme les autres sont confrontés aujourd'hui à une immigration qui amène à représenter la société différemment, en faisant davantage de place aux différences.

Le modèle français, qui est un modèle unificateur et qui refuse absolument la division, a fonctionné, et pas si mal, pendant longtemps. Il a intégré relativement bien et il continue à le faire, même si certaines dimensions essentielles de l'intégration, comme l'accès au marché du travail, posent problème aujourd'hui. Mais la question n'est pas celle de la réussite ou de l'échec de l'intégration. Elle se situe dans la façon dont la société française se représente à elle-même. Et sur ce point il semble qu'on arrive aujourd'hui, dans la société, dans l'électorat, à une sorte d'épuisement du modèle. Ce ne sont d'ailleurs pas les représentants qui sont en cause, c'est le modèle. Nicolas Sarkozy paraît avoir compris cela et a adapté son offre. La représentation qu'il se fait de la société et ses propositions, notamment en matière de redistribution, forment un système cohérent avec cette vision. Il joue sur une société plus clivée, plus divisée, une société qui a un haut et un bas, dans une vision qui se rattache sur ce point à une tradition de droite très pure au sens où il confie au haut – ceux qui y sont, ceux qui le veulent, ceux qui le méritent et pas seulement ceux qui l'héritent, car il s'agit d'une droite républicaine – le soin d'entraîner le bas. Et, comme dans le modèle américain, cette moindre homogénéité se traduit par une réticence plus marquée envers la redistribution. C'est ce que traduisent les projets de Nicolas Sarkozy sur la fiscalité et notamment celle des successions. D'un point de vue strictement économique, cela n'a pas forcément beaucoup de sens : certains libéraux estiment même que ses propositions vont fabriquer du capitalisme au lieu de fabriquer du libéralisme, que cela va favoriser la rente plutôt que

l'initiative, l'accumulation plutôt que la circulation. En revanche, et si l'on sort du point de vue des experts, cela correspond davantage à la représentation nouvelle que se donne d'elle-même la société française, à ses aspirations à la différenciation ou à ses réticences au partage indifférencié. La droite version Sarkozy est ainsi à la fois bien structurée idéologiquement et en phase avec les aspirations de la société.

Quelles possibilités pour le centre ?

J'en viens maintenant à la question du centre, de ses caractéristiques, de sa stratégie, mais aussi de ses limites. Il me semble que ce qui distingue la droite de Nicolas Sarkozy, de celle de Jacques Chirac ou du centre version MoDem, c'est précisément que le centre – pour des raisons non pas républicaines mais plus sûrement chrétiennes, conformément à ses racines – continue à défendre l'idée d'une société homogène et cherche à représenter cette idée. Dans la vision de François Bayrou, on pourrait dire que Nicolas Sarkozy représente le diable ! J'exagère bien sûr, mais n'oubliez pas que le diable, dans une vision chrétienne, c'est celui qui divise, qui sépare, qui produit l'exclusion. Or, dans la vision de la droite de Nicolas Sarkozy, tout cela n'est plus un tabou. La division – ou la discrimination, y compris positive, puisque c'est un concept qui fonctionne dans les deux sens – est au contraire un moyen de reconnaître la société telle qu'elle est et de valoriser ses forces et ses faiblesses.

Les deux modèles sont donc sur ce point nettement différents. Ces différences sont sensibles dans les programmes, mais fondamentalement elles se traduisent surtout dans la sensibilité des électeurs et dans les représentations portées par les élus. Or, je crois la vision de Nicolas Sarkozy plus en phase avec les aspirations de la société d'aujourd'hui. Sa stratégie de rupture, et d'abord de rupture profonde avec cinquante années de droite républicaine, est payante sur ce point. C'est une importante limite à l'existence d'un centre tel que le voudrait François Bayrou. La pertinence des représentations « unifiantes » portées par Bayrou, rapportée au mouvement de fonds qui traverse la société, n'a aujourd'hui rien d'évident, même si ces représentations continuent de réunir une part significative de l'électorat. C'est en tout cas sur ce point que se situe la césure entre le MoDem et la majorité présidentielle.

Se pose ensuite la question, pour le centre, de ses rapports avec la gauche. Je crois qu'il faut dire que sur ce plan, les stratégies de François Bayrou et de l'UDF ancienne manière n'ont pas toujours coïncidé. Pour Bayrou, tout est conditionné au seul objectif qui l'intéresse : les élections présidentielles de 2012. Il a dit depuis longtemps que c'est elle qu'il visait, quitte à à perdre les législatives. Ce calendrier, qui lui est très personnel, colle évidemment mal à celui des élus UDF, notamment les députés. Ce qui explique les nombreuses défections que François Bayrou enregistre assez placidement...

Mais cette stratégie risque de l'emmener plus loin qu'il ne l'escomptait, pour plusieurs raisons. La première est la tendance profonde à la bipolarisation de la vie politique, qui vient notamment de nos institutions. La seconde est la réaffirmation des clivages entre droite et gauche qui semble rencontrer une aspiration profonde de la société. Il y a une demande de lisibilité, de différence, qui n'est pas contradictoire pas la possibilité de convergences ou d'une « ouverture » telle que semble la pratiquer Sarkozy. Il y a enfin entre le MoDem et la gauche, par delà les divergences programmatiques, une convergence de vision du monde : les uns comme les autres se définissent par une recherche de cohésion et de protection qui les rapproche autant qu'elle les distingue d'une droite valorisant davantage la différence et le risque.

« La pertinence des représentations « unifiantes » portées par Bayrou, rapportée au mouvement de fonds qui traverse la société, n'a aujourd'hui rien d'évident, même si ces représentations continuent de réunir une part significative de l'électorat. »

Dans ces conditions, l'espace naturel de ce que l'on appelle « le centre » se situe à gauche. Mon hypothèse est que le MoDem va chercher, non pas comme le laissait entendre François Bayrou il y a quelques mois, à gouverner alternativement avec les uns et les autres, mais bien à devenir le pôle dominant de l'aile gauche.

Mais j'en viens maintenant à l'actualité et à la réalité arithmétique politique : je veux dire les élections législatives qui arrivent. Elles vont probablement faire sortir des urnes de 150 à 180 députés socialistes, et peut être 4 ou 6 députés MoDem. Le rapport de force ne lui est guère favorable. Il n'aura à peu près aucune existence à l'Assemblée nationale : on sait qu'il y a un seuil à 20% dans le système de représentation du Parlement qui est absolument discriminant. François Bayrou s'en inquiète-t-il vraiment ? Voire... Cela ne semble pas l'empêcher de croire en son positionnement, de croire que l'ancienne droite démocrate-chrétienne peut former le pôle central d'un centre-gauche rénové. Disons qu'au moins un point peut plaider en sa faveur : je veux

« Dans la vision de François Bayrou, on pourrait dire que Nicolas Sarkozy représente le diable ! J'exagère bien sûr, mais n'oubliez pas que le diable, dans une vision chrétienne, c'est celui qui divise, qui sépare, qui produit l'exclusion. Or, dans la vision de la droite de Nicolas Sarkozy, tout cela n'est plus un tabou. »

parler de l'épuisement actuel du Parti socialiste, épuisement idéologique, programmatique mais aussi des personnes. C'est une réalité tangible qui peut offrir, qui sait, un espace à François Bayrou.

Et si la droite se mettait à produire des gauches ?

Qu'en sera-t-il précisément ? Il y a deux options à ce stade. On peut imaginer une longue conquête du pouvoir, conquête solitaire, qui par certains aspects sera une traversée du désert. Objectivement, cela semble peu probable. On peut en revanche imaginer un modèle à l'italienne, à la Prodi, qu'il cite très souvent. Je crois qu'on aurait tort de négliger cette piste. L'idée d'une segmentation progressive des partis de gauche – en d'autres termes un éclatement du PS – et, à partir de là, d'une reconstitution d'un pôle de gauche et de centre-gauche, d'un pôle progressiste, autour de François Bayrou et éventuellement d'autres alliés qui viendraient, non plus de sa droite, mais de sa gauche, doit être prise en compte.

Pour replacer cette hypothèse dans une perspective historique et pour citer encore une fois René Rémond, on peut dire qu'historiquement, la droite depuis deux siècles s'est constituée par agglutinement d'anciens éléments de gauche. Les libéraux des années 1830 formaient les bataillons de la gauche des ces années-là pour ensuite constituer la droite. Les radicaux-socialistes des années 1900 ont peu à peu formé une fraction identifiable du centre-droit des décennies 1920 et 1930. La personnalité de Chirac, d'une certaine manière, témoigne de ce glissement assez classique. Il y a eu, je crois, un mouvement bi-séculaire qui voyait la gauche produire des droites.

L'une des conséquences du mouvement de rupture opéré par Nicolas Sarkozy sera peut-être une inversion de cette tendance historique : je veux dire que ce soit à présent la droite qui se mette à produire des gauches. Ce que je dis là n'est qu'une hypothèse de travail qui ne sera pas vérifiable avant vingt ou cinquante ans. Mais si on veut essayer de lire et de comprendre ce qui se joue actuellement, il faut étudier les hypothèses en présence, et c'en est une qu'on ne doit pas négliger : une sorte de mouvement profond porté par cette façon qu'a la société de se sentir plus segmentée qu'unie. Et ce mouvement induirait, non pas la victoire définitive de la droite, mais une production des idées, une production des représentations sociales et des solutions économiques qui viendraient davantage de la droite.

Je finirai d'un mot sur le Parti socialiste : la modernité du Parti socialiste telle qu'elle peut être incarnée par Dominique Strauss Kahn par exemple, ne pourra pas trouver sa forme dans la social-démocratie, puisque la social-démocratie précisément est partout en phase d'épuisement, et qu'elle n'a jamais trouvé à exister en France – pour que la sociale-démocratie fonctionne, il faut une articulation gauche politique/gauche syndicale qui depuis 1906 n'a jamais été possible dans notre pays. S'il doit exister un renouveau moderne à gauche, il ne prendra pas cette forme-là. Il reste possible que quelque chose advienne à gauche, que la vision « homogène » du social reprenne l'avantage sur les représentations clivantes qui ont actuellement le vent en poupe. Et ce quelque chose viendra peut-être de François Bayrou.

« On peut dire qu'historiquement, la droite depuis deux siècles s'est constituée par agglutinement d'anciens éléments de gauche [...]. L'une des conséquences du mouvement de rupture opéré par Nicolas Sarkozy sera peut-être une inversion de cette tendance historique : je veux dire que ce soit à présent la droite qui se mette à produire des gauches. »

Débat avec la salle

Questions-réponses

Question 1 – Je voudrais revenir sur ce qu'a dit tout à l'heure Eric Dupin, en faisant remarquer que la reconnaissance du rôle social de la religion n'est pas un trait spécifique de la pensée légitimiste, même si Joseph de Maistre l'a reconnu et y croyait dans tous les sens du terme... Je ne vois pas vraiment dans Nicolas Sarkozy de dimension légitimiste, pour reprendre la catégorisation de René Rémond. Je le vois beaucoup plus comme un démocrate à l'américaine, un démocrate au sens toquevillien du mot, c'est-à-dire essentiellement individualiste. Pour lui, la richesse n'est pas un tabou. Il est pour l'égalité au sens américain, c'est-à-dire encore une fois individualiste, du terme. Il considère que tous les gens sont égaux, mais admet que la richesse se polarise, que la société se polarise. C'est un démocrate, pas un républicain au sens français de la Troisième République, ni un libéral au sens politique du mot. Il est profondément et sociologiquement démocrate.

Eric DUPIN – C’est vrai. Et j’ajouterai que, lorsque j’ai essayé dans mon livre *A droite toute* d’analyser la figure de Nicolas Sarkozy, je ne cesse de faire le voyage outre-atlantique, de trouver des références, des illustrations outre-atlantique sur l’évolution en cours à droite. En effet, la vérité du personnage se trouve sans doute en partie dans la droite américaine. En même temps, c’est bien la droite française dont il a pris la tête, et cette droite française n’a totalement pas disparu du point de vue de ses déterminants historiques, sociologiques, idéologiques ou culturels. Cela montre qu’il a réussi à combiner l’ensemble et à faire une synthèse inédite et efficace.

Je voudrais par ailleurs revenir sur ce qu’a dit Richard Robert à propos de la société divisée. La grande force de Nicolas Sarkozy est sans conteste son très grand réalisme dans l’analyse de la société française. On est, qu’on le veuille ou non, dans une société émietlée et fracturée, et la force de son discours consiste dans le fait qu’il a réussi à parler du réel de chacun à chacun. Son discours tranchait nettement par rapport aux discours de gauche ou républicain qui pouvaient paraître sympathiques à certains, mais qui donnaient une impression d’irréalité. La gauche parle du monde tel qu’il n’existe plus. De ce point de vue, la question clé de cette campagne de 2007 – même si cela n’a pas été suffisamment perçu sous cet angle – aura été l’immigration.

On a en effet pu voir que la carte de l’électorat de Nicolas Sarkozy recouvre assez fidèlement la carte de la présence immigrée en France et même, de façon plus fine, la carte de la pratique de l’Islam en France... Cela ne veut évidemment pas dire que les Musulmans ont voté massivement pour Nicolas Sarkozy, mais cela veut dire que les questions qu’il a soulevées sont décisives dans les représentations de la société. En effet, à partir du moment où vous avez une société où en gros les pauvres n’ont pas la même couleur de peau ni la même religion que les classes moyennes et supérieures, les mécanismes d’empathie sociale et de solidarité fonctionnent mal. Cela a été historiquement le cas aux Etats-Unis, et est en train de le devenir aujourd’hui en France. Dans un tel schéma, la gauche se trouve piégée : elle devient tendanciellement le parti des immigrés et de ceux que l’on appelle les « bobos ».

« On est, qu’on le veuille ou non, dans une société émietlée et fracturée, et la force de son discours consiste dans le fait qu’il a réussi à parler du réel de chacun à chacun. De ce point de vue, la question clé de cette campagne de 2007 – même si cela n’a pas été suffisamment perçu sous cet angle – aura été l’immigration. »

Eric DUPIN

Si l’on fait une analyse électorale au niveau micro-local, c’est-à-dire, non pas seulement au niveau d’une ville, mais au niveau des bureaux de vote pris un par un, on constate qu’il existe deux « France » populaires : la France des cités et la France pavillonnaire. Ce ne sont pas des gens socialement très différents, mais ce ne sont pas les mêmes ouvriers ni les mêmes employés et surtout ce ne sont pas la même origine ni la même culture. Au deuxième tour de l’élection présidentielle, Ségolène Royal a fait 70% dans les cités et Nicolas Sarkozy 70% dans les zones pavillonnaires. Il s’agit là de clivages électoraux qui n’ont pas de précédent. Cette division de la société est un grand défi pour la gauche, parce qu’elle paraît un mouvement de grande profondeur dans notre pays, et qu’à ce jour c’est la droite qui semble mieux en mesure de l’accompagner.

Richard ROBERT – Pour ajouter un mot sur ce point, encore une fois central à mes yeux, de la représentation de la société et tenter de préciser le positionnement de Nicolas Sarkozy, on peut revenir sur la question du libéralisme. Pour le dire d’une formule, je ne crois pas que Nicolas Sarkozy soit un produit libéral chimiquement pur ! Il y a certes des éléments-clés du libéralisme présents dans son discours, à commencer par l’importance qui y est donnée au choix individuel par exemple. En revanche, l’idée fondamentale du libéralisme qu’on pourrait dire être celle de la « circulation fluide » (circulation des hommes, des capitaux, des biens, des idées, etc.) n’est pas très présente. Il y a bien l’idée de donner de la souplesse au marché du travail par exemple, avec l’idée de contrat unique, mais il y a des thèmes essentiels, comme par exemple sur la redistribution, où une approche libérale serait à la fois juste socialement, efficace économiquement et facile à porter – sur lesquels Nicolas Sarkozy a été assez discret.

« La société vue par Nicolas Sarkozy, c’est un haut actif qui, par son action, mettra en mouvement le bas et le milieu. La société vue par François Bayrou est au contraire très hiérarchisée avec des places, des rangs, et avec une forme de restauration des positions pour tout un ensemble de catégories, au sein des classes moyennes, qui ont été mis à mal par la globalisation. »

Richard ROBERT

En revanche, il veut clairement donner de l’élan à la partie haute de la société, avec l’idée que la partie basse sera entraînée : pour le coup, c’est une vision vraiment américaine. Pour y revenir, la proposition politique portée par François Bayrou est très différente, et c’est un des principaux points de clivage. Mais ce n’est même pas seulement un clivage politique, c’est d’abord un clivage sociologique. La société vue par Nicolas Sarkozy, c’est un haut actif qui, par son action, mettra en mouvement le bas et le milieu. La société vue par François Bayrou est au contraire très hiérarchisée avec des places, des rangs, et avec une

forme de restauration des positions pour tout un ensemble de catégories, au sein des classes moyennes, qui ont

été mis à mal par la globalisation. Notables, enseignants, médecins : ces catégories vivent les évolutions sociales en cours comme une déchéance, non seulement du point de vue de leur pouvoir d'achat, mais peut-être d'abord du point de vue de leur dignité. Ces catégories se vivent elle-même comme en crise. Mais alors que Nicolas Sarkozy leur propose de se propulser vers le haut, François Bayrou leur propose de retrouver leurs places, leurs rangs. On peut dire de ce point de vue que François Bayrou représente bien l'héritage français de la société de rang, dans le droit fil des analyses de Philippe d'Iribarne par exemple, alors que Nicolas Sarkozy formule une offre politique totalement inédite.

François HUGUENIN – Je voudrais à mon tour ajouter quelque chose sur la question de l'hétérogénéité de la société, dont parle Richard Robert. Et c'est en tant qu'historien des idées politiques que je veux le faire : la vision homogène de la société ne m'apparaît pas comme une vision traditionnelle et historique. Je crois au contraire que les sociétés traditionnelles, celles du Moyen-Âge ou au sens large de l'Ancien Régime, étaient hétérogènes. L'homogénéisation de la société me semble être une idée assez typiquement moderne, et même assez typiquement française, révolutionnaire, jacobine et républicaine.

Si bien que, quand on parle d'une volonté d'homogénéisation de la société incarnée par François Bayrou du fait de sa vision chrétienne ou de son héritage démocrate-chrétien, je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas que la pensée politique chrétienne classique soit celle d'une homogénéisation *a priori* de la société, mais plutôt d'une recherche de justice, d'équilibre, de bon fonctionnement *a posteriori*. Objectivement, François Bayrou, dans bien de ses prises de position, me paraît très loin de ce qu'on pourrait attendre d'un héritier de la chrétienne-démocratie d'antan. Il a indiqué à l'hebdomadaire *Famille chrétienne* que, s'il était chrétien à titre personnel, cela n'aurait aucune traduction dans la politique qu'il entreprendrait ! Où est la démocratie chrétienne ou le christianisme politique dans tout cela ? Une enquête du journal *La Croix* a bien montré que le vote chrétien allait majoritairement à Nicolas Sarkozy... ce qui est d'ailleurs en soi assez étonnant.

« Quand on parle d'une volonté d'homogénéisation de la société incarnée par François Bayrou du fait de sa vision chrétienne ou de son héritage démocrate-chrétien, je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas que la pensée politique chrétienne classique soit celle d'une homogénéisation *a priori* de la société, mais plutôt d'une recherche de justice, d'équilibre, de bon fonctionnement *a posteriori*. »

François HUGUENIN

Richard ROBERT – Une réponse rapide : il est vrai que François Bayrou a énormément évolué dans son discours chrétien. Il est loin désormais des positions défendues par l'UDF sur le PACS en 1999 par exemple, qui étaient très conservatrices. Il a publiquement dit qu'il avait changé d'opinion à ce sujet depuis lors. En revanche, je crois qu'il y a une vraie composante catholique dans son amour des hiérarchies, qui s'accommode assez bien du modèle français unitaire. Il y a chez lui un côté catholique de gauche qui consiste à dire, non pas « On est tous les mêmes », mais « On est tous ensemble »... Ce « tous ensemble » a d'ailleurs été repris par Nicolas Sarkozy qui a vite compris que c'était un des points faibles de son positionnement, et qui l'a finalement peut-être beaucoup mieux endossé que François Bayrou. Le « christianisme » du MoDem me semble relever moins d'une *doctrine* politique précise (la mise en œuvre d'un christianisme social à la Léon XIII, par exemple) que dans une *culture* politique : une sensibilité, des éléments de discours, une façon de représenter la société...

« Sur la question institutionnelle, Nicolas Sarkozy est sans doute plus Français qu'Américain. La réforme institutionnelle est un des points sur lequel il a été, je crois, le moins cohérent et le moins convaincant. Je crois qu'il est méfiant vis-à-vis d'une certaine logique libérale, portée par un Patrick Devedjian par exemple, en faveur d'une forme de régime présidentiel »

Eric DUPIN

Question 2 – Vous avez insisté sur les similitudes avec le modèle américain de l'évolution en France. Certains considèrent cela comme un motif de rejet. Ces similitudes sont-elles si nettes du point de vue institutionnel et de la pratique du pouvoir ?

Eric DUPIN – Il est vrai que, sur ce sujet, Nicolas Sarkozy est sans doute plus Français qu'Américain. La réforme institutionnelle est un des points sur lequel il a été, je crois, le moins cohérent et le moins convaincant. Je crois qu'il est méfiant vis-à-vis d'une certaine logique libérale, portée par un Patrick Devedjian par exemple, en faveur d'une forme de régime présidentiel. Cela supposerait que le Parlement soit un véritable contre-poids et que les partis aient une vraie existence. Il a refusé d'aller trop loin dans cette voie, voire même de s'y engager véritablement. Il est sans doute plus à l'aise dans la tradition française, dite bonapartiste,

du pouvoir personnel. Il ne veut pas de nouveau Président pour l'UMP, il ne veut pas que le parti ait vie interne riche. Tout cela reste très V^{ème} République...

Question 3 – Est-ce que le résultat du premier tour n'a pas été une formidable victoire de la médiocratie, plutôt que de la démocratie ? Si on regarde le parcours des individus eux-mêmes, on voit que pour la première fois accèdent au deuxième tour d'une élection présidentielle des personnes qui, par leur formation intellectuelle, leur positionnement politique, peuvent ignorer tout ce qui fait la réalité de l'histoire de France dans son enracinement, dans sa continuité, dans sa géographie et plus encore dans la dimension tragique de l'histoire. De Gaulle, pour ne prendre qu'un exemple, certes auguste, avait tout à fait dans l'esprit l'idée qu'il y a des éléments qui sont constitutifs de la perpétuation d'une nation, d'une collectivité. Dans l'entre-deux tours, les enjeux de défense et diplomatiques n'ont pas été abordés. On a parlé de gestion sociale, de gestion compassionnelle, plutôt que de problèmes politiques de fond. Où est passé le politique ?

François HUGUENIN – Je suis d'accord avec votre analyse sur la médiocratie, sur la très grande médiatisation de la campagne. J'ai parlé de marketing politique, je pense qu'effectivement cette campagne a atteint des sommets qui ne sont peut-être pas ceux de la politique telle que beaucoup pourraient la rêver. Cela dit, je ne crois pas que Jacques Chirac ait beaucoup incarné la politique au sens que je devine que vous lui donnez... François Mitterrand l'incarnait sans doute davantage... Et je ne parle pas de De Gaulle ! Je ne suis pas sûr néanmoins qu'il faille, sur ce plan, accabler Nicolas Sarkozy de la marche du monde tel qu'il est... J'ajouterais que sur la question de la politique, je ne sais pas si, après avoir fait du marketing, il fera de la politique au sens noble du mot. Encore une fois, ce n'est pas un homme de théorie, ce n'est pas un florentin et ce n'est une figure ni de Montesquieu, ni de Machiavel. C'est entendu. C'est un homme d'action de son époque, et c'est en homme d'action qu'il aime faire de la politique. Je pense donc que c'est sa volonté d'agir qui va l'amener à prendre de grandes options politiques. Mon avis est qu'il ne peut pas y échapper, en quelque sorte. On va assister, je crois, à des actes politiques, à des décisions, à des ruptures, auxquels la présidence de Jacques Chirac nous avait déshabitué...

« Nicolas Sarkozy n'est pas un homme de théorie, ce n'est pas un florentin et ce n'est une figure ni de Montesquieu, ni de Machiavel. C'est entendu. C'est un homme d'action de son époque, et c'est en homme d'action qu'il aime faire de la politique. Je pense donc que c'est sa volonté d'agir qui va l'amener à prendre de grandes options politiques. »

François HUGUENIN

Question 4 – Vous nous dites d'un côté que la victoire de Nicolas Sarkozy, c'est la victoire des valeurs, et de l'autre, on se demande si ces valeurs sont bien de droite ! Comment interprétez-vous cet écart ?

« Il y a chez Nicolas Sarkozy une volonté certaine d'inverser une certaine tendance que j'appellerai par facilité soixante-huitarde, mais avec une préoccupation éminemment matérielle, voire matérialiste : « combien est-ce que je gagne par mois ? », « est-ce que mes enfants ne vont pas se faire agresser à la sortie de l'école ? », etc. »

François HUGUENIN

Eric DUPIN – C'est vrai que si on prend l'ensemble des idées qu'il a développées dans sa campagne et qu'on les regarde d'une manière générale, on constate un peu cet écart dont vous parlez. Mais si on les prend de manière plus précise, une à une, comme par exemple le choix individuel, l'individualisme, la méritocratie, le retour à l'ordre, on a des paroles fortes qui ont été martelées et qui appartiennent, me semble-t-il, clairement à un univers intellectuel de droite.

François HUGUENIN – Je nuancerais : on observe incontestablement ce retour des valeurs de droite sur les questions socio-économiques au sens large, beaucoup plus que sur les questions éthiques, philosophiques ou culturelles. Il y a chez Nicolas Sarkozy une volonté certaine d'inverser une certaine tendance que j'appellerai par facilité soixante-huitarde, mais avec une préoccupation éminemment matérielle, voire matérialiste : « combien est-ce que je gagne par mois ? », « est-ce que mes enfants ne vont pas se faire agresser à la sortie de l'école ? », etc.

Question 5 – En travaillant longtemps avec des Anglais dans une organisation internationale, je me suis aperçu que la Manche était peut être le plus grand océan qui puisse exister ! Les modèles mentaux britannique et

français sont vraiment antinomiques : d'un côté, un pragmatisme à la limite de l'opportunisme, de l'autre, des grands principes ! Nicolas Sarkozy souhaite jouer la carte du pragmatisme. Croyez-vous que le greffon prendra sur la société française ?

François HUGUENIN – Je ne sais pas, mais je crois vraiment que le modèle sociopolitique français, issu de la Révolution jacobine et porté à son paroxysme par la grande époque républicaine, est mort et bien mort. Que le greffon prenne ou ne prenne pas, le modèle actuel est mort. Il faut trouver autre chose, et que cet autre chose fonctionne.

Question 6 – Pour la première fois, nous allons avoir à la tête de l'Etat quelqu'un qui assume d'être un tempérament avant tout, et pas un intellectuel. Est-ce vraiment un mal ? Après tout, face à certains enjeux internationaux notamment, comme la mondialisation, la montée de pays comme la Chine ou l'Inde, n'avons-nous pas avant tout besoin d'un homme d'action ? Et croyez-vous les Français prêts aux changements qu'il se promet d'apporter ?

Eric DUPIN – L'escapade maltaise du président nouvellement élu a mis en scène une sorte de « droite vulgaire » X. Sur ce point, je me suis complètement trompé. J'avais écrit que cela me paraissait une faute de goût et que les Français n'apprécieraient pas... mais je raisonnais comme la France des principes dont on parlait à l'instant. Le fait est que les Français n'ont pas été choqués dans leur majorité. Cela prouve au moins que cette France des principes n'a pas, ou plus, la majorité acquise... Concernant l'attitude de Nicolas Sarkozy face à l'évolution du monde, certains pensent qu'il n'y aura pas beaucoup de changements en matière de politique étrangère... Je n'en suis pas si sûr. Après tout, Nicolas Sarkozy n'aurait sans doute pas eu la même attitude que Jacques Chirac sur le dossier irakien ou sur l'Iran. J'ajoute que le choix de Bernard Kouchner comme ministre des Affaires étrangères, au détriment d'Hubert Védrine, et beaucoup plus atlantiste que celui-ci, me semble être un signe allant dans ce sens.

François HUGUENIN – Je suis d'accord avec ce qui a été dit. Il est certain que la philosophie politique n'est pas le point fort de Nicolas Sarkozy, mais, pragmatique et réaliste, il se dit peut-être qu'il faut d'abord remettre un peu d'ordre dans la maison et dans les comptes avant que de se lancer dans de grands desseins.

Richard ROBERT – Si on prend l'exemple de la Russie, qui est à la fois un partenaire stratégique et commercial, le discours de campagne de Nicolas Sarkozy a été très dur, très critique. Mais il correspondait à la recherche d'un positionnement frontalement différent de celui de Jacques Chirac ou de Dominique de Villepin, plus complaisants à l'égard de Vladimir Poutine. Il cherchait ainsi à se démarquer, à marquer son territoire. Dans les faits, Nicolas Sarkozy est à mon avis quelqu'un qui sait parler le langage de la puissance, qui sait tenir le langage réaliste qu'exige souvent l'exercice d'une politique étrangère. Cela tombe bien ! C'est précisément celui des Russes, et des Chinois aussi. Nicolas Sarkozy sera même probablement plus en phase avec ses interlocuteurs américains qui, eux, savent parler le langage de l'intérêt..

« Dans les faits, Nicolas Sarkozy est à mon avis quelqu'un qui sait parler le langage de la puissance, qui sait tenir le langage réaliste qu'exige souvent l'exercice d'une politique étrangère. Cela tombe bien ! C'est précisément celui des Russes, et des Chinois aussi. »

Richard ROBERT



Quel avenir pour l'Europe ?

Rencontre du Comité Belgique, 4 juin 2007, Bruxelles, avec les étudiants du Centre for the Study of European Politics and Society (CSEPS) de l'Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël).

Renforcer les politiques familiales européennes pour répondre au défi démographique

Par Emilie GOUGER (Working Paper 12, mai 2007, Fr).

La France intéresse sans convaincre : la campagne présidentielle 2007 vue par les correspondants de la presse étrangère

Résultats du baromètre réalisé en partenariat avec APCO Insight et présenté lors d'une Rencontre du Comité France, 12 avril 2007, Paris. Intervenants : Anita HAUSSER et James GRAFF.

Où est passée l'Europe ? L'avenir de l'Europe dans le débat présidentiel français

Compte-rendu de la Rencontre du Comité France, 27 mars 2007, Paris. Intervenants : A. LAMASSOURE, P. GOLDSCHMIDT (Belgique), M. KERBER (Allemagne), G. KLOSSA, J.-S. MONGRENIER, R. BRAGUE, P. GUMBEL (Etats-Unis) (Working Paper N° 11, Mai 2007, Fr).

"From Russia with Gas": Forthcoming Political disasters for Europe in Energy Supply

Par Hiledegard von LIECHTENSTEIN (Working Paper 10, mai 2007, Eng).

Présidence allemande de l'Union européenne : enjeux, objectifs, limites

Compte-rendu de la Rencontre du Comité France, 5 février 2007, Paris. Intervenants : Sylvie GOULARD et Joachim BITTERLICH (Working Paper N° 8, Avril 2007, Fr).

Relancer l'Europe en retrouvant l'esprit communautaire : libres échanges autour des propositions de Paul Goldschmidt

Rencontre du Comité Belgique, 22 mars 2007, Bruxelles. Intervenants : Charles-Ferdinand NOTHOMB et Paul GOLDSCHMIDT.

Etats Généraux de l'Europe : Fierté européenne

Réunion publique en partenariat avec EuropaNova, le Mouvement Européen et Notre Europe, 17 mars 2007, Lille. Intervenants : M. AUBRY, E. BARNAVI, S. BIASINI, J. BARROT, P. BERES, B. BRUNHES, J.-M. BLIER, B. BONDUELLE, M. DELEBARRE, J. DELORS, B. DUFOURCQ, C. FLEURY, J.-B. de FOUCAULT, S. GOULARD, G. KLOSSA, Z. LAIDI, E. LANDABURU, P. MANIERE, F. MARTEL, J.-P. MOINET, M. MONTI, T. PADOA-SCHIOPPA, M. PAPPALARDO, A. PIRIOU, G. RICARD-NIHOUL.

L'Europe dans le débat présidentiel : les faux débats masquent les vrais enjeux

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« La Revue parlementaire », N° 895, mars 2007, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Quelle relance européenne ? Objectifs, ambitions et limites de la présidence allemande de l'UE au 1er semestre 2007

Par Jean-Thomas LESUEUR et Philippa von DÖRNBERG (Working Paper N°6, décembre 2006, FR/Eng).

Décryptage des singularités françaises : économie, société, Europe

Rencontre du Comité France, 5 décembre 2006, Bruxelles. Intervenants : Peter GUMBEL et Markus KERBER.

Populisme, démagogie et démocratie : l'exploitation des appréhensions, des passions et des frustrations

Rencontre du Comité Belgique, 28 novembre 2006, Bruxelles. Intervenants : Chantal DELSOL et Alain ERALY.

Singularités françaises : la France, son Etat, son identité et l'Europe

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« GéoÉconomie », N° 39, Fr/Eng, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Hongrie, 1956-2006 : le communisme à double détente

Article de Máté BOTOS (25 octobre 2006, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Finances publiques et statistiques en Europe : des chiffres insincères pour une politique incertaine

Par Philippe SAUNIER (Note N°10, octobre 2006, Fr/Eng).

Le Parlement européen : déficit d'image, déficit démocratique. Le PE a-t-il la communication qu'il mérite ?

Par Nicolas LE FLOCH de CAMBOURG et Benjamin MÉRABTI (Working Paper N°3, juin 2006, Fr/Eng).

Italie: la réforme de la Constitution et le Fédéralisme

Rencontre du Comité Italie, 15 juin 2006, Rome. Intervenants : Angelo Maria PETRONI.

Intégration de la Roumanie à l'UE : « Rien n'est encore joué pour la Roumanie »

Par Miruna LEAHU (Working Paper N°2, mai 2006, Fr/Eng).

L'Europe, c'est aussi la justice... 4 pistes pour la réforme

Par Claude GIRARD (Note N°8, avril 2006, Fr).

Politiques énergétiques européennes: 10 questions, 10 réponses pour l'avenir

Par Hiledegard von LIECHTENSTEIN (Note N°7, mars 2006, Fr/Eng).

La lente marche du "lobbying d'idées" en France

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« La Revue parlementaire », décembre 2005).

One steps forwards...

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« PublicAffairs News », octobre 2005).

Quelle politique environnementale pour demain ? Les leçons de l'histoire, les pistes de l'avenir

Rencontre du Comité France, 28 juin 2005, Paris. Intervenants : Emmanuel LE ROY LADURIE, Guillaume SAINTENY.

L'Europe en ballottage – Quelle réponse au Traité constitutionnel européen ?

Rencontre du Comité France, 10 mai 2005, Paris. Intervenants : Marie-France GARAUD et Hervé MARITON.

Chronique des engagements buissonniers : les hommes, la France, la politique

Rencontre du Comité France, 7 décembre 2004, Paris. Intervenants : Denis TILLINAC.

Constitution européenne : l'Europe y trouve-t-elle son compte ?

Par Laurent LEMASSON (Tribune N°3, décembre 2004, Fr).

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent pas la responsabilité de l'Institut Thomas More. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More et des auteurs, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.